

Burundi : vers un code sur la fiscalité communale et municipale

@rib News, 14/09/2012 â€“ Source Xinhua Un responsable du ministÃ©re burundais de l'IntÃ©rieur a plaidÃ© vendredi pour la mise en place d'une loi sur la fiscalitÃ© communale et municipalitÃ© dans le but de doter le Burundi d'une lÃ©gislation sur les impÃ´ts et taxes communaux et municipales conformÃ©ment Ã la Constitution burundaise. Un tel cadre juridique permettra d'actualiser une ordonnance ministÃ©rielle de 1997 qui rÃ©git actuellement les taxes communales et municipales pour une meilleure maÃ®trise de l'assiette fiscale, a affirmÃ© le directeur du dÃ©partement des finances communales, Firmin Sindayihebura, en marge d'une session de validation pour la mise en place d'un code sur la fiscalitÃ© communale et municipale.

@rib News, 14/09/2012 â€“ Source Xinhua Burundi : vers un code sur la fiscalitÃ© communale et municipale Un responsable du ministÃ©re burundais de l'IntÃ©rieur a plaidÃ© vendredi pour la mise en place d'une loi sur la fiscalitÃ© communale et municipalitÃ© dans le but de doter le Burundi d'une lÃ©gislation sur les impÃ´ts et taxes communaux et municipales conformÃ©ment Ã la Constitution burundaise. Un tel cadre juridique permettra d'actualiser une ordonnance ministÃ©rielle de 1997 qui rÃ©git actuellement les taxes communales et municipales pour une meilleure maÃ®trise de l'assiette fiscale, a affirmÃ© le directeur du dÃ©partement des finances communales, Firmin Sindayihebura, en marge d'une session de validation pour la mise en place d'un code sur la fiscalitÃ© communale et municipale. Une telle lÃ©gislation, a-t-il ajoutÃ©, permettrait Ã©galement de mettre dÃ©finitivement fin aux chevauchements entre les communes et l'Office Burundais des Recettes (OBR) dans la perception des recettes afin de garantir une mobilisation optimale des taxes et impÃ´ts dont les communes ont grandement besoin, du moment qu'elles endurent actuellement des dÃ©ficits budgÃ©taires. Par ailleurs, ce code devrait apporter toutes les clarifications nÃ©cessaires de nature Ã prÃ©voir des pÃ©nalitÃ©s et sanctions Ã l'endroit de ceux qui pourraient se dÃ©rober Ã l'accomplissement du devoir fiscal civique, a-t-il soulignÃ©.